



Juillet / July 2018

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption

Année / Year 2, N° 019



Gratuit / Free

Tél: 222 20 37 32, 658 262 682, 651 649 194. Fax: 222 20 37 30. Hotline: 1517

B.P.P.O Box : 33 200 Yaoundé

Website : www.conac.cm

Mailto : info@conac.cm

LES PREMIERS FRUITS DU 1517 SONT LÀ

La CONAC fait libérer une cargaison clouée au sol par la Gendarmerie à Ebolowa suite à une descente sur le terrain provoquée par un appel anonyme sur le numéro vert de l'Institution.

Le camion d'une commerçante transportant une importante cargaison de cannettes de bière, importée de Guinée Equatoriale, d'une valeur estimée à plus de 50 millions de FCFA avait été interpellé dans la nuit du 3 juin 2018 par le Capitaine Chef d'Antenne SEMIL et le Délégué Régional des Transports du Sud et garé devant la Légion de Gendarmerie sous l'ordre du Commandant des lieux, sous le prétexte que le chauffeur a contourné la station de pesage d'Ambam.

Le document délivré par la station d'Ambam à l'automobiliste pour attester que la bascule était en panne au moment du passage dudit camion n'a pas convaincu le Capitaine Commandant de l'antenne de la Sécurité militaire (SEMIL) et le Délégué Régional des Transports du Sud.

Le Gouverneur de la Région du Sud, soucieux de faciliter la circulation des hommes et des biens dans la Région, conformément à la volonté des Chefs d'Etat de la CEMAC, avait dépêché l'Inspecteur Général des Services Régionaux auprès des responsables ayant interpellé la cargaison afin de faciliter sa libération le cas échéant. La Légion de Gendarmerie avait refusé de s'exécuter évoquant des questions de sécurité. En effet, les responsables de la Gendarmerie voulaient au préalable passer la cargaison au peigne fin en procédant à son déchargement complet. Une mesure qui tardait à prendre effet, le Commandant de la Légion étant absent de la ville au moment des faits.

Après avoir passé trois jours d'affilé garé devant la Légion de Gendarmerie sans aucune noti-



■ Ebolowa : l'opération de transbordement et de vérification de la cargaison.



■ Réunion de crise présidée par M. le Gouverneur de la Région du Sud.

fication de mise en fourrière ou de saisie, la cargaison a basculé à la suite d'une mauvaise manœuvre du chauffeur, détruisant la clôture du site qui abrite les services sus indiqués.

La CONAC est descendue sur les lieux le 5 juin, suite à une dénonciation anonyme sur son numéro vert, le 1517. Après des investigations, la mission a confirmé que la station de pesage était effectivement en panne au moment du passage de la cargaison le 3 juin et que le document délivré à l'automobiliste pour poursuivre son chemin était authentique. Dans ses recherches, la CONAC apprendra, par la suite, que le Chef d'Antenne SEMIL avait exigé de l'argent à la commerçante pour faire libérer sa cargaison. « Il m'a dit de faire le geste qui sauve

pour me laisser repartir avec ma marchandise », a-t-elle déclaré aux fins liminaires de la Division des Investigations de la CONAC lors de son audition sous procès-verbal.

Une commission mise sur pied par le Gouverneur du Sud a procédé au comptage et au transbordement de la cargaison qui ne contenait effectivement que des cannettes de bière. Le lendemain de cette opération, la cargaison a repris la route.

Des enquêtes sont en cours pour déterminer les responsabilités par rapport à l'incident qui a conduit à la destruction de la barrière de la Légion de Gendarmerie.

Pour sa part, la CONAC travaille sur les aspects liés à la tentative d'extorsion de fonds et de corruption dans cette affaire. ♦

REPUBLIC OF CAMEROON

May / Mai 2018

CONAC NEWSLETTER

Année / Year 2, N° 019

1517

LA LIGNE VERTE DE LA CONAC EST LÀ...

1517

Le numéro d'appels gratuits a été rendu public le 24 avril 2018, au cours d'une conférence de presse donnée par le Président de la CONAC.

HOW TO DENOUNCE CORRUPTION

What to denounce: Any act of corruption which you witness. Lay emphasis on the facts.

Who to denounce: Everybody involved in any act of corruption. Get their names, place of work and function. Describe what they do. You can decide to remain anonymous.

How to reach CONAC: Address your complaint to the Chairperson of CONAC and forward using the following means of communication.

- **Hand mail:** Drop your denunciation at the Headquarters of the National Anti-Corruption Commission located at the Yaounde Conference Centre.
- **Postal mail:** Send to P.O. Box 33200 Yaounde
- **Téléphone :** 222 20 37 32 / 658262682 / 651649194
- **Fax:** 222 20 37 30 **HOTLINE 1517**
- **Email:** info@conac.cm

Denouncing corruption is a patriotic obligation and a civic responsibility.

VOTRE TÉLÉPHONE EST UNE ARME CONTRE LA CORRUPTION

DÉNONCEZ LA CORRUPTION AU 1517, LE NUMÉRO D'APPELS GRATUITS DE LA CONAC

INITIATIVES À RÉSULTATS RAPIDES

ÇA BOUGE DANS LES ADMINISTRATIONS

Pour la 10e série lancée en avril dernier, une soixantaine d'administrations ont pris l'attache de la CONAC à l'effet de bénéficier de cette approche.



■ Heads of ministerial anti-corruption units after working session at CONAC.

Une Initiative à Résultats Rapides étant une approche qui permet d'implémenter des actions nécessitant très peu de ressources, pour éradiquer une niche de corruption ou un problème de gouvernance en 100 jours dans les administrations publiques voire privées, la technique fait davantage recette auprès des institutions publiques et parapubliques.

En cette année 2018, 64 administrations ont sollicité et obtenu l'appui technique de la CONAC qui a procédé à la formation des

personnels appelés à conduire les initiatives et doté chacune de ces administrations d'un coach externe pour l'accompagnement des équipes commises à la tâche. Parmi les 64, il y a des institutions qui vont expérimenter leur toute première Initiative à Résultats Rapides et d'autres qui ont déjà tiré avantage de l'implémentation d'une IRR contre un problème précis. Certaines administrations comme la CRTV après le succès de son IRR sur la délivrance de l'attestation de virement irrévocable, n'a pas attendu le lancement

officiel de la 10e série pour s'engager dans une seconde Initiative à Résultats Rapides contre les pesanteurs qui entouraient la liquidation des droits des personnes appelées à faire valoir leurs droits à la retraite, celles en fin de détachement ou licenciées.

Les mauvaises pratiques pouvant parfois résulter de la méconnaissance de la législation, les Initiatives à Résultats Rapides permettent de remettre au goût du jour les normes à observer, transformer les freins en leviers et tuer le sentiment diffus que rien ne

peut être fait. Elles aident, dans certains cas, à édicter de nouvelles règles pour renforcer le dispositif réglementaire en vigueur. C'est le cas, par exemple, de la Lettre Circulaire N°0170/LC/MIN-FOF/P.CLCC/M.CLCC instituant l'application des règles de « Best practices » dans les procédures et méthodes de contrôles routiers des produits forestiers ligneux et non ligneux, au terme de la mise en œuvre de l'IRR consacrée à cette problématique au ministère des Forêts et de la Faune. ♦

IRR : DAVANTAGE D'ADMINISTRATIONS S'ENGAGENT

Pendant que certaines institutions sont à l'évaluation de leur IRR, d'autres travaillent encore à la mise en place de leur structure de lutte contre la corruption.

« Les divergences dans l'application des textes encadrant les examens supervisés continuent à favoriser les opportunités de corruption dans ces activités ». Voilà la problématique qui guide la quatrième Initiative à Résultats Rapides (IRR) du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle dans le cadre de la 10ème série lancée le 04 avril 2018, au siège de la CONAC à Yaoundé. En un an, le MINEFOP entend réduire de 80% les irrégularités dans le processus d'organisation des examens supervisés par ce département ministériel. Ainsi, il est question, entre autres, de normaliser un gros pan de l'organisation des examens et de la certification dans la formation professionnelle au Cameroun et amener les partenaires privés que sont les centres privés de formation professionnelle à respecter la réglementation. La brigade chargée du contrôle des examens supervisés dans les centres privés de formation professionnelle, dans le cadre de la mise en œuvre de l'IRR4 du



■ Inspectors of services fine-tuning strategies to revamp the anti-corruption fight.

MINEFOP, a ciblé quatre régions pour son implémentation. 37 structures privées de formation professionnelle ont reçu les membres de ladite brigade.

Au Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales, il est admis que les déficits d'information des usagers et personnels sur les textes et taxes applicables au MINEPIA sont sources de corruption. Ceci s'ob-

serve à travers le paiement illicite de certains actes, la lenteur dans l'établissement des divers certificats, attestations, autorisations et documents techniques aux usagers, entre autres. En conséquence, un manque à gagner considérable aussi bien pour l'Etat que pour les producteurs. Pour renverser la tendance, l'équipe de mise en œuvre de l'IRR du MINEPIA, conduite par

le Docteur SALLE Francis NJUME, entend améliorer de 70% l'appropriation des textes relevant et applicables au MINEPIA par le personnel et les usagers dans les régions du Littoral et de l'Ouest en 100 jours. Pour atteindre cet objectif, l'équipe de la mise en œuvre de l'IRR a préconisé de multiplier et de distribuer le guide de l'utilisateur à tous les intervenants du secteur, de sensibiliser les usagers et agents de l'Etat sur les documents techniques, textes et taxes en vigueur applicables au MINEPIA.

Lors du lancement de la 10ème série de l'IRR, plusieurs institutions ne disposaient pas encore de structure de lutte contre la corruption. Il est donc question pour celles-ci d'en avoir afin d'implémenter les Initiatives à Résultats Rapides. C'est le cas de l'Agence du Service Civique National de Développement Participatif et de l'Hôpital Général de Douala, dont la mise en place des Cellules de Lutte contre la Corruption est en cours. ♦

STATE INSTITUTIONS
RESULTS INITIATIVE

Several government ministry management bodies are using the RRI approach to curb corruption in their institutions.

The 10th series of the Rapid Result Initiative (RRI), launched on April 4, 2018, has gained steam as Institutions involved seek to meet up with the exigencies of the RRI approach in the fight against corruption.

The approach calls for the identification of areas prone to corruption in respective Institutions and the implementation of a strategy to curb the acts of corruption within 100 days.

Some Institutions, such as the Ministry of Public Service and Administrative Reforms (MIN-



■ The IRR team of MINFOPRA

MINPMEESA'S
ANTI-CORRUPTION UNIT BRAV

The Anti-Corruption Unit of the Ministry of Small and Medium Sized Enterprises, Social Economy and Handicrafts (MINPMEESA) is building up steam to engage in the 10th series of the Rapid Result Initiative at the Formality Centre for the Creation of Enterprises in Ebolowa.

The team of the MINPMEESA Anti-Corruption Unit that took office on April 24, 2018, has embarked on an operation to tackle the problem of illicit payment of charges in the process of creating enterprises, irrespective of the existence of a one-stop shop at every Centre for the creation of enterprises. MINPMEESA has set as 2018 RRI objective, an

ATIONS EMBRACE THE RAPID TIVE

ries, State corporations and public project
sing the Rapid Results Initiative strategy to curb
ons.

FORPA), have advanced in their projects. At MINFORPA, some 55 staff are currently working towards curbing corrupt practices in the process of authentication of career certificates for civil servants. The team is out to make the process more transparent, easy and simple. They expect to modernise the handling of files and the management of the careers of civil servants in Cameroon.

The Memve'e Electric Dam Project is also in the spotlight of the Rapid Result Initiative. Focus

is on wiping out irregularities that lead to poor output of staff at the construction site. The objective of the IRR team is to improve on the productivity of workers by 80% before the end of the 100-day exercise.

The IRR crew at the Ministry of Transport, on its part, is tackling corruption in some vehicle technical control centres. Meanwhile, the National Employment Fund in their first IRR experience is sorting out administrative bottlenecks in the functioning of the Institution.



with CONAC chair and Minister Le.

ANTI-CORRUPT- /ING THE ODDS

80% reduction in the payment of illicit fees at the Ebolowa Formality Centre for the Creation of Enterprises.

The new team headed by the Inspector General at MINPMEESA, Mrs CHINDO NAMBOB FONKEM Emilia, has been mobilizing resources for the imminent take off of the project, in collaboration with the members of the Anti-Corruption Unit. The present MINPMEESA team is bent on ensuring that the 2018 RRI project is a success, irrespective of time constraints. The last RRI project carried out by MINPMEESA was in Douala and Yaounde in 2014 with far reaching effects. ♦

EPC COMMITTED TO ROOT OUT CORRUPTION FROM THE CHURCH AND SOCIETY



Members of the EPC anti-corruption unit at work.

Some leaders of the Eglise Presbyterienne Camerounaise (EPC), have been trained to better combat corruption in church and the society as a whole.

The training, requested by the EPC Anti-Corruption Unit of the EPC, took place at the headquarters of the National Anti Corruption Commission of Cameroon (CONAC), located at Yaounde Conference Centre. Participants were mostly Reverend Pastors and Church elders who had been designated to be members of the Anti-Corruption unit of EPC.

For three days, CONAC experts drilled the church leaders on how to effectively fight against corruption within the church and

in the society as a whole. Focus was on techniques and tools involved in the fight against corruption as stipulated in the National Anti-Corruption Strategy, the identification of corruption-prone areas and practices in the church, how to treat denunciations and above all how to draw an action plan to combat corruption within the church.

At the end of the training, the three Pastors and six Elders who constitute the Anti-Corruption unit of the EPC expressed their determination to clean the church of

corruption which they said retards the development of the country and faith in God.

It was during the 60th General Assembly of the EPC that the Moderator, Reverend ATANGANA Mark Bertrand, under the behest of the Chairman of the National Anti-Corruption Commission, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, called for the creation of an Anti Corruption Unit in the Church. For, as the CONAC boss puts it, the fight against corruption is an all inclusive fight with each and everyone playing a role.

Réaction

« L'EPC FAIT CORPS AVEC L'ETAT POUR COMBATTRE CE FLÉAU »

Casimir MEDJO NTYAME

Président de la Cellule de Lutte Contre la Corruption de l'EPC.

Pourquoi avez-vous sollicité une formation auprès de la CONAC ?

Lors de la 60e Assemblée Générale de l'EPC, le Modérateur a trouvé opportun de créer, au sein de l'EPC, une Cellule de Lutte Contre la Corruption. Ceci veut dire que l'EPC est sensible à ce que fait l'Etat, notamment le Président de la République. La corruption est une gangrène pour tout le pays, un assèchement des richesses de l'Etat. L'EPC veut faire corps avec l'Etat et l'organisme de lutte contre la corruption qu'est la CONAC pour combattre ce fléau.

Qu'est ce vous avez appris pendant la formation ?

Tous les membres de la Cellule ont répondu présent. Nous avons passé deux jours à nous entretenir sur les enjeux et les méfaits de la corruption. Nous allons dès maintenant mettre sur pied un plan d'action qui nous permettra

à court, moyen et long terme, d'atteindre l'éradication de ce fléau. Il est vrai que pour le faire on va y aller étape par étape, mais nous sommes engagés à le faire.

Votre objectif est-il d'assainir la gestion de votre confession ou de faire des fidèles intègres ?

L'Eglise est l'organe qui s'occupe de la formation psychologique et spirituelle des individus. Tant que cette Eglise ne prend pas à cœur de dire aux fidèles que la corruption peut mettre le Cameroun à genoux, elle ne joue pas son rôle. C'est pourquoi l'EPC, comme le porte flambeau de l'évangélisation au Cameroun, se met en première ligne pour rentrer dans cette lutte. Car, nous sommes ce que le Christ a dit, « le sel de la terre et la lumière du monde ». Nous avons les méthodes et les techniques pour faire reculer, pourquoi pas, faire disparaître la corruption.

« ESPACE CONAC » SCHEDULE - 13MINS

TELEVISION VERSION

	Day of broadcast	Time of broadcast
CRTV	Wednesday	15h30
	Thursday	15h30
Canal 2 International	Monday	18h30
	Thursday	15h00

RADIO VERSION

CRTV Nat. Station	Saturday	9:45am
« ESPACE CONAC ALERT » - 6MINS		
CRTV Télévision	Monday	09h00
	Wednesday	18h00
CRTV Nat. Station	Tuesday	9h00
	Thursday	9h00

YOUR TELEPHONE IS A WEAPON AGAINST CORRUPTION

CALL 1517 TO DENOUNCE ALL ACTS OF CORRUPTION

GOVERNANCE: CAMEROON TAPS FROM CHINA'S RICH EXPERIENCE



Some 25 senior staff from ten government structures in Cameroon spent three weeks in the Middle kingdom receiving firsthand information on the primordial role of good governance in China's development revolution.

The three week period was enough for some 25 Cameroonian civil servants drawn from the Presidency of the Republic, the Prime Minister's Office, the National Anti-Corruption Commission, the Supreme State Audit, as well as the Ministries of: External Relations; Justice; Finance; Economy, Planning and Regional Development; Public Service and Ad-

ministrative Reforms and the Public Contracts, to understand how good governance has played and is still playing an indispensable role in China's growth.

The training, organised by the Centre for International Cooperation of the National Commission for Development and Reform of the People's Republic of China, comprised lectures on China's development

model (infrastructure, commerce, agriculture, technology, education, health, politics, tourism, energy, environment, culture) and field visits for firsthand experience.

From June 15 to July 05, 2018, the trainees had the opportunity to live the realities of three Chinese cities: Beijing, Hangzhou and Suzhou. China's inspiring growth and industrialisation, from all indications,

is built on a well defined vision, propelled by 1.4 billion patriots and driven by a policy hinged on adapting strategies that have succeeded elsewhere to local realities.

Effective decentralisation, profound reforms in systems and procedures, promotion of the production and consumption of local goods and services, reward for individual and group excellence, as well as zero tolerance for acts of corruption, indiscipline and other social ills, stand out as key factors that regulate attitudes, promote integrity and

encourage hard work in the Chinese society.

The Chinese authorities are today bent on taking their nation to the level of a developed country through a non-discriminatory, broad-based social security system that seeks to improve on the livelihood of the entire population.

It is expected that the skills gathered will instigate the trainees to come up with projects that can help to thrust Cameroon in its strides to become an emerging nation by 2035. ♦

« UNE COOPÉRATION EXEMPLAIRE, EFFICACE ET GÉNÉREUSE »

Un extrait du discours de M. Etienne MEYONG AMANGUE, Coordonnateur de la délégation camerounaise en Chine, pendant la cérémonie de clôture du séminaire sur le renforcement des capacités de gouvernance du gouvernement pour la République du Cameroun.



Nous nous sommes bien abreuvés de l'expérience du développement de la Chine, de la gouvernance de son gouvernement dont notre pays qui aspire à l'émergence à l'horizon 2035, pourrait s'inspirer. Pour les apprenants que nous avons été, les instruments du développement que nous sommes, la voie empruntée et la clé du succès de la Chine, classée 2ème Puissance Economique Mondiale, nécessitent l'usage de beaucoup d'ingrédients.

La Chine s'en est préalablement imposée, il s'agit entre autres : d'une réforme profonde des institutions, l'adoption d'une politique économique ayant fait ses preuves

ailleurs, à l'instar des plans quinquennaux, une bonne capacité de gouvernance, la décentralisation dans l'unité par le transfert du pouvoir aux autorités locales, le choix de la paix au lieu de la guerre et du conflit, l'établissement des zones économiques spéciales, la réforme et l'innovation permanentes, l'ouverture non seulement aux pays riches mais aussi au reste du monde par la pratique d'une stratégie d'ouverture mutuellement avantageuse. Ceci, dans l'esprit d'une coopération gagnant-gagnant.

A cela s'ajoutent le contrôle par l'État et les collectivités du droit d'usage des terrains, la concurrence

entre différentes municipalités, la construction d'un réseau ferroviaire de train à grande vitesse pour faciliter les contacts entre les grandes villes, la mise en place d'un mécanisme de contrôle (évaluation) fort, d'un système de rémunération où ceux qui travaillent plus gagnent plus, ainsi qu'un système de gestion des performances.

La promotion de l'intégrité et la lutte contre la corruption, la participation de la société civile dans l'évaluation des officiels, l'implication des populations dans les débats concernant les projets dont elles seront bénéficiaires, la promotion de l'équité et de la justice,

l'option d'un régime domaniale et foncier où l'Etat reste le seul propriétaire des terres, la maîtrise et l'adoption d'une politique démographique qui a favorisé l'amélioration de la qualité de vie de la population dans son ensemble, sont aussi à la base du développement de la Chine. Tout ceci associé à une culture éthique indéniable qui en est le levain.

S'agissant de certains défis communs de l'heure tels que le développement durable, la protection de l'environnement, le changement climatique, la Chine développe une politique écologique qui procure à son peuple un bien-être, un environnement de vie et de tra-

vail agréable et qui ne compromet pas ceux des générations futures. Le Président XI JINPING exhorte le monde à cet effet à laisser aux générations futures un ciel bleu, une terre verte et une eau limpide.

Pour ce qui est de la coopération, son homologue camerounais, le Président Paul BIYA, dans la même veine parlant de la coopération sino-camerounaise la résume en un triptyque à savoir : coopération exemplaire ; coopération efficace ; coopération généreuse. Nous n'en sommes pas si éloignés, l'exemple patent de cette coopération se manifeste à travers le présent séminaire ». ♦

PROGRAMME DE DIFFUSION D'« ESPACE CONAC » - 13MN			
VERSION TÉLÉVISÉE		VERSION RADIO	
CRTV	Journal de diffusion	Heure de diffusion	
	Mercredi	15h30	
	Jeudi	15h30	
Canal 2 International	Lundi	18h30	
	Jeudi	15h00	
CRTV Poste National	PROGRAMME DE DIFFUSION D'« ESPACE CONAC ALERTE » - 6MN		
	Samedi	9H45	
	CRTV Télévision	Lundi	09h00
		Mercredi	18h00
CRTV Poste National	Mardi	09h00	
	Jeudi	09h00	

COMMENT DENONCER UN ACTE DE CORRUPTION

Que dénoncer? Tout acte de corruption en mettant l'accent sur les faits.

Qui peut-on dénoncer? Toute personne impliquée dans un acte de corruption.

Comment dénoncer ? Indiquer les noms, prénoms, lieu de service et fonction de la personne dénoncée. Décrire l'acte posé.

Il est possible de faire une dénonciation anonyme.

Comment contacter la CONAC? On peut, par une requête, saisir Monsieur le Président de la CONAC par l'une des voies suivantes :

• **Courrier :** Déposer la dénonciation au siège de la CONAC

sis au Palais des Congrès de Yaoundé.

• **Boîte Postale :** B.P. 33200 Yaoundé.

• **Téléphone :** 222 20 37 32 / 658262682 / 651649194

• **Fax :** 222 20 37 30

• **Email :** info@conac.cm

• **Ligne Verte :** 1517

En dénonçant la corruption, vous contribuez à la construction d'un Cameroun uni, fort et prospère.